



RÉUNION DU CONSEIL DE LA PRESTATION DES SERVICES DU SECTEUR PUBLIC (CPSSP) Le 26 septembre 2019 – Winnipeg (Manitoba)

COMPTE RENDU DES DÉCISIONS v.2

Personnes présentes :

COPRÉSIDENTES DU CPSSP

Catherine Bennett	Emploi et Développement social Canada (EDSC) et Service Canada (pour Heather Sheehy)
Natasha Clarke	Nouvelle-Écosse

MEMBRES DU CPSSP

Mark Arsénault	Île-du-Prince-Édouard
Deb Bergey	Municipal Service Delivery Officials (MSDO) (région de Waterloo)
Mark Burns	Yukon
Dawn Curtis	Territoires du Nord-Ouest
Shelley Darlington	MSDO (comté de Norfolk)
Guy Gordon	Manitoba
Mark Healy	Terre-Neuve-et-Labrador
Gillian Latham	Nouvelle-Écosse
Christian Laverdure	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
Alanna MacDougall	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Raymond Martin	Services publics et Approvisionnement Canada
Adriana Poveda	Colombie-Britannique
Cosanna Preston-Idedia	Saskatchewan
Jacqueline Ratté-Kohut	Manitoba
Sonya Read	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Vidya ShankarNarayan	Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Silvano Tocchi	Agence du revenu du Canada
Danielle White	Services aux Autochtones Canada

OBSERVATEURS et COPRÉSIDENTS DU GROUPE DE TRAVAIL

Jonathan Andrews	Service Canada
Catherine Benning	Saskatchewan
Wendy Birkinshaw Malo	Emploi et Développement social Canada
Angela Colombage	Manitoba
Anik Dupont	Service Canada
Ray Edwards	Corporations Canada
Robert Frelich	Service Canada

Sophia Howse
Margo McCarthy
Carol Prest
Cheryl Ringor
Pirthipal Singh
Natalie Tarkpea
Dan Batista
Cathy Kealey

Colombie-Britannique
Emploi et Développement social Canada
Colombie-Britannique
Corporations Canada
Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Institut des services axés sur les citoyens (ISAC)
ISAC

SECRÉTARIAT DE L'ISAC

Maria Luisa Willan
Stefania Silisteanu

Point	Sujet ou discussion	Décision ou mesure
1.	<p>Natasha Clarke, coprésidente du CPSSP, souhaite la bienvenue aux membres et aux observateurs.</p> <p><u>QUESTIONS ADMINISTRATIVES</u></p> <p>A) Approbation du compte rendu des décisions de la réunion en personne du CPSSP du 28 février 2019 à Ottawa Le compte rendu des décisions de la réunion du CPSSP du 28 février 2019 est adopté sans modifications.</p> <p>B) Adoption de l'ordre du jour de la réunion du CPSSP du 26 septembre 2019 L'ordre du jour de la réunion du CPSSP du 26 septembre 2019 est approuvé.</p> <p>C) Rapport du trésorier du CPSSP Deb Bergey, trésorière du CPSSP, présente une mise à jour sur la situation financière du CPSSP. Deb fait remarquer que le Conseil est en bonne position financière. Le CPSSP dispose d'une réserve pour les projets à venir.</p> <p>D) Mesures de suivi du CPSSP des réunions précédentes Aucun commentaire ou aucune question n'est soulevé.</p> <p>E) Ordre du jour de la prochaine réunion du CPSSP Aucun commentaire ou aucune question n'est soulevé.</p>	<p><u>Décision n° 1</u> Le compte rendu des décisions de la réunion du CPSSP du 28 février 2019 est approuvé sans y apporter de changements.</p> <p><u>Décision n° 2</u> L'ordre du jour de la réunion du CPSSP du 26 septembre 2019 est approuvé sans y apporter de changements.</p>
2.	<p><u>Groupe de travail sur les services aux entreprises (SE)</u> (ONGLET 2)</p> <p>Pirth Singh et Carol Prest, coprésidents des Services aux entreprises, font le point sur le groupe de travail. Pirth fait savoir qu'à la réunion de juin de la table des sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux (SM FPT), le groupe a présenté le Plan de match du numéro d'entreprise et les défis liés à la priorité du lancement accéléré des entreprises (LAE) et décrit comment le groupe pivote pour aborder la question de l'identité numérique pour les entreprises. L'identité numérique pour les entreprises a été désignée comme un obstacle clé pour le LAE. Les sous-ministres ont appuyé le travail du groupe, ont reconnu la valeur des priorités et ont exprimé un appui solide pour inclure les bons intervenants, comme les registraires des entreprises. Le groupe désigne Carol Prest comme nouvelle coprésidente PT</p>	<p><u>Décision n° 3</u> Les membres du CPSSP approuvent la recommandation du Groupe de travail sur les SE de modifier son mandat pour y inclure un deuxième coprésident PT.</p>

<p>pour le groupe. Depuis, la Saskatchewan (Catherine Benning) s'est portée volontaire pour devenir une deuxième coprésidente PT; le groupe appuie cet ajout, mais cela nécessite l'approbation des membres du CPSSP. La participation de deux coprésidents PT aidera à renforcer les liens avec les registraires des entreprises.</p> <p>En ce qui concerne la mobilisation d'autres intervenants, les coprésidents du S2B ont fait participer les registraires des affaires à la réunion de septembre 2019 de l'ACALE (Association canadienne des administrateurs de lois sur les corporations). L'ACALE représente les 14 registraires des entreprises FPT au Canada et est responsable des lois régissant les questions de droit des sociétés. La mobilisation des registraires des entreprises est essentielle pour faire progresser des initiatives clés de service aux entreprises, comme l'identité numérique. Les SE continueront de mobiliser les registraires des entreprises.</p> <p>Le Groupe de travail sur les SE propose les prochaines étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modifier le mandat pour y inclure un coprésident fédéral et deux coprésidents PT. • Renouveler la liste des membres et étudier les possibilités de collaboration avec les registraires des entreprises et les principaux intervenants. • Retourner au CPSSP à l'automne afin de présenter des recommandations. • Possibilité d'organiser une réunion en personne du groupe de travail sur les SE pour définir les initiatives. <p>Natasha remercie les coprésidents du groupe de travail sur les SE pour le rapport d'étape. Elle déclare que cette table sert de rassembleur pour réunir des groupes dans le but d'améliorer les services aux entreprises au Canada et d'explorer des éléments tangibles au-delà du numéro d'entreprise et les possibilités sont nombreuses. Comment pourrions-nous tirer parti de la Table des sous-ministres pour aider à prioriser ce travail?</p> <p>L'ajout d'une deuxième coprésidente provinciale/territoriale (Catherine Benning, SK) a été approuvé par le CPSSP.</p> <p><u>Commentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Catherine Benning déclare que ce qui est unique au sujet des registraires, c'est qu'ils sont des organismes de réglementation qui offrent un véritable aspect service à leurs activités. L'un des défis consiste à trouver un équilibre pour veiller à ce que les entreprises soient en croissance, sans être accablées par la réglementation. Elle souligne que la Saskatchewan a participé à ce groupe par le passé, mais que, à l'époque, le groupe n'était pas ciblé précisément, et qu'elle s'est retirée. Depuis, la Saskatchewan a participé de nouveau à ce groupe et s'est portée volontaire pour assumer un rôle de coprésident PT. • Cosanna Preston-Idedia mentionne que la feuille de route sur l'ID numérique obtient plus de succès parce qu'on s'est attardé à l'aspect commercial. En Saskatchewan, la majorité des entreprises sont de petites entreprises. Cela aide à faire avancer le programme numérique et le programme d'affaires. • Guy Gordon demande quelle est l'importance de la notion de propriété bénéficiaire adoptée par Européens. En ce qui concerne la question de l'évasion, voici une question pertinente : quelle incidence cela aurait-il au fil des ans si le Canada suivait cette tendance? • Carol Prest répond que le Canada a accepté d'adopter la propriété bénéficiaire. À la table des SM FPT, chaque administration s'efforce de modifier sa <i>Loi sur les sociétés par actions</i> lorsque les entreprises sont tenues de divulguer leurs propriétés bénéficiaires. Seules quelques compétences ont modifié leurs lois. Au cours de la phase 	<p><u>Suivi n° 1</u></p> <p>Les coprésidents du Groupe de travail sur les SE établiront un rapport au CPSSP sur ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Modifier le mandat du Groupe de travail sur les SE pour y inclure un deuxième coprésident PT. b) Renouveler la liste des membres et explorer les possibilités de collaboration avec les registraires des entreprises et d'autres intervenants clés. c) Établir un rapport au CPSSP en formulant des recommandations.
---	--

	<p>deux, les discussions comprennent l'obligation pour chaque compétence de créer un registre unique (au niveau de la compétence ou au niveau central – cela n'a pas encore été déterminé) de la propriété bénéficiaire. Un registre de propriété bénéficiaire nécessitera une surveillance réglementaire à mesure que les entreprises sont mobilisées à l'échelle internationale. En Colombie-Britannique, nous avons récemment adopté la <i>Land Owner Transparency Act</i> (<i>Loi sur la transparence des propriétaires fonciers</i>) à laquelle toute entreprise qui possède des terres doit déclarer ses propriétés bénéficiaires. De plus, la Colombie-Britannique élabore un livre blanc pour examiner comment un registre de propriété bénéficiaire pourrait fonctionner. Le Québec et le gouvernement fédéral élaborent également des livres blancs. L'ACALE a cerné une occasion pour le groupe de travail sur les SE d'aider l'ACALE à créer une approche plus cohésive de la propriété bénéficiaire dans l'ensemble des compétences.</p> <ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke mentionne qu'il y a beaucoup de soutien pour donner suite à la modification du mandat du Groupe de travail sur les SE afin d'y inclure un deuxième coprésident PT, pour le groupe, afin de renouveler ses membres et d'explorer des possibilités de collaboration future avec d'autres intervenants et pour que le groupe établisse un rapport d'étape à l'automne. 	
3.	<p><u>Service d'accès aux registres plurigouvernementaux (SARP)</u> (ONGLET 3)</p> <p>Carol Prest, coprésidente des SE, Catherine Benning (Saskatchewan) et Cheryl Ringor, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, font une démonstration du (SARP). Le système d'accès au registre plurigouvernementaux permettra de simplifier l'enregistrement et la reconnaissance mutuelle pour les entreprises plurigouvernementales.</p> <p><u>Commentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Gillian Latham demande si l'intention est de faire participer d'autres provinces au SARP. <p>Cheryl Ringor répond que l'ACALE et tous les registres d'entreprise appuient cette initiative. Carol Prest ajoute que certaines petites compétences n'ont pas les ressources nécessaires. Ce qui est intéressant au sujet du SARP, c'est la solution de rapprochement et de l'accord commercial de partenariat avec les États-Unis. Nous pouvons résoudre deux initiatives à l'aide d'une seule solution. Catherine Benning déclare que la priorité est d'obtenir d'abord des accords commerciaux dans le cadre du nouvel accord de partenariat commercial de l'ouest (New West Partnership Trade Agreement (NWPTA)), puis le Québec pourrait y adhérer en même temps ou peu de temps après, après quoi on sera disposé à ajouter d'autres compétences qui souhaitent participer au partenariat.</p> <ul style="list-style-type: none"> Silvano Tocchi fait remarquer qu'il y a deux fonctions de base : l'information statique et la mise à jour de l'information, qui met l'information à jour. De plus, comment savez-vous qu'il s'agit d'information mise à jour? <p>Catherine Benning répond que les gens qui sont associés aux sociétés mettent à jour les renseignements, que la société les mettra à jour dans leur administration d'origine, où ils ont un système sécurisé. En Saskatchewan, il y a des avocats qui communiquent avec des entreprises. Cette fonction limite la capacité à deux catégories : les avocats et les administrateurs (ou les propriétaires) sont liés à l'entreprise et pourraient donc mettre à jour l'information. Si le directeur est démis de ses fonctions, il n'a plus cette autorisation. Carol Prest déclare qu'en ce qui concerne l'identification numérique, chaque compétence a sa propre façon d'utiliser le nom, le mot de passe,</p>	<p><i>Aucun suivi découlant de la discussion.</i></p>

	<p>les codes ou toute autre solution. Ce travail crée une façon plus sécuritaire de vérifier la personne et de déterminer si celle-ci est autorisée à vérifier les renseignements.</p> <ul style="list-style-type: none"> Chris Laverdure demande si, dans le cas d'un changement d'adresse, ces renseignements sont automatiquement mis à jour dans la base de données de Corporations Canada. <p>Cheryl Ringor confirme qu'une équipe met à jour l'information et la recherche. Catherine Benning fait remarquer que la Saskatchewan n'a pas participé à la recherche, car elle a choisi de ne pas le faire jusqu'à ce qu'elle se connecte à la fonctionnalité d'enregistrement des entreprises hors de la province, mais nous pouvons le faire lorsque la fonctionnalité d'enregistrement des entreprises hors de la province entrera en service. Cheryl ajoute que la recherche nous rapproche des autres pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> Guy Gordon demande pourquoi le système ne permet pas le grattage d'écran. <p>Catherine Benning répond qu'en Saskatchewan, des gens se sont plaints de l'effacement des écrans et de renseignements qui, selon eux, sont confidentiels, et ils pensent que les registres divulguent l'information relative à l'adresse domiciliaire d'une personne. La Saskatchewan a d'anciennes lois et n'a pas d'autorité claire sur ce qu'il faut divulguer. Carol Prest ajoute que le grattage d'écran va disparaître, alors qu'on examine l'architecture moderne pour permettre et assurer l'intégrité des données.</p> <p>Cheryl Ringor déclare que, bien que le Québec fournisse des données en tant que données ouvertes et qu'il y ait des exigences législatives, personne ne peut utiliser les données pour créer un registre parallèle.</p> <p>Catherine Benning ajoute que lorsqu'on fait la modification qui permet une recherche à la fois, on doit gérer les attentes des clients. On ne souhaite pas qu'une autre entité privée possède des données à des fins qui ne correspondent pas aux fins pour lesquelles les données ont été fournies au registre. Les attentes du public sont importantes pour l'organisation.</p>	
4.	<p>Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données (IAD) (ONGLET 4)</p> <p>Guy Gordon, coprésident du Groupe de travail sur l'IAD, déclare que l'objectif principal de ce groupe est d'améliorer l'expérience des clients en utilisant l'analyse avancée des données pour améliorer la prestation des services en tirant parti des données ouvertes et de l'expertise intergouvernementale. Les facteurs à prendre en considération comprennent l'amélioration des services, leur rapidité et leur coût, l'exploration des possibilités de communication des pratiques exemplaires, la création d'un cadre de l'IAD et le renforcement des capacités et des relations. Réalisations de l'IAD à ce jour : élaboration de l'IAD comme une priorité du CPSSP; élaboration d'un outil national sur l'indice de vulnérabilité électronique; publication de la trousse d'outils de données ouvertes pour les municipalités; élaboration d'un protocole d'entente (PE) pour un projet-pilote de données ouvertes fédérées avec l'Alberta; élaboration et distribution du manuel d'analyse au printemps 2019.</p> <p>Le groupe de l'IAD a défini les prochaines étapes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation du manuel d'analyse afin de promouvoir la sensibilisation et l'utilisation dans toutes les compétences. 	<p>Suivi n° 2</p> <p>Le Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données doit établir un rapport au CPSSP sur les points suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Les coprésidents du Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données doivent mettre à jour la vision, la gouvernance et la composition. b) Le Groupe de travail sur l'intelligence axée

<ol style="list-style-type: none"> 2. L'ISAC et le groupe de travail de l'IAD mettent en œuvre une approche « évolutive » du manuel pour inclure des cas d'utilisation supplémentaires. 3. Continuer de faire progresser la sensibilisation et l'utilisation collaborative de l'indice de vulnérabilité électronique par deux autres compétences (31 mars 2010). 4. Mettre à jour le modèle de gouvernance et la composition pour assurer une représentation égale des gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux (30 novembre 2019). 5. Élaborer et présenter une proposition de projet de recherche pour déterminer les compétences (y compris les pratiques exemplaires internationales) qui ont équilibré l'acceptabilité sociale (pour communiquer des données) au moyen d'une prise de décisions éclairées en matière de prestation de services (30 novembre 2019). 6. Élaborer une proposition propre au projet pour documenter, explorer et analyser la question des obstacles législatifs et de la communication des données cernés à la réunion de février (31 décembre 2019). 7. Élaborer un appel à l'action sur un cadre législatif, la protection des renseignements personnels et le partage de données et établir un rapport à la Table avec des options (31 décembre 2019). <p>Guy Gordon mentionne que le groupe de l'IAD doit également mettre à jour sa vision, sa gouvernance et mettre à jour la liste des membres. Il doit confirmer les ressources nécessaires pour faire progresser ce travail (membres de l'équipe, entrepreneurs et gestion de projets). Le groupe examinera également les partenariats et la collaboration (par exemple, Institut canadien d'information sur la santé [ICIS], Conseil canadien des normes). Il encourage les membres à participer au groupe ou à désigner un représentant des compétences ayant de l'expérience en analyse de données pour participer aux travaux du groupe et y contribuer. Il ajoute que le groupe est à la recherche d'un coprésident.</p> <p><u>Commentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Natasha Clarke mentionne que l'IAD est une priorité pour la Table des SM et appuie le groupe pour qu'il communique avec d'autres intervenants dans cet espace, car il est important de veiller à ce que nous ayons les bons dirigeants liés à ce travail. Elle propose que le groupe lance un appel de candidatures pour un nouveau coprésident. À la réunion des conseils mixtes, le jour précédent, il y a eu une recommandation visant à déplacer le groupe de travail de l'IAD sous la responsabilité des conseils mixtes; les membres doivent en discuter. Le renseignement fondé sur les données est un domaine de travail intéressant et percutant pour les conseils. • Catherine Bennett mentionne que le groupe de travail sur l'IAD a plusieurs volets et qu'il comprend des obstacles législatifs et une acceptabilité sociale et ces éléments sont axés sur les politiques. Il serait utile de tenir compte du fait que nous avons des représentants de divers ministères et ordres de gouvernement. Elle exprime son soutien au déplacement du groupe de travail de l'IAD sous la responsabilité des conseils mixtes. • Sophia Howse demande à quoi ressemblerait un PE avec le Manitoba sur les données ouvertes fédérées. <p>Guy Gordon répond qu'il s'informera et fera un suivi auprès de Sophia Howse.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sonya Read mentionne qu'il y a des projets-pilotes sur les données ouvertes, et elle s'interroge sur la relation et les liens entre les Renseignements axés sur les données, le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada et le Sous-comité de la protection des renseignements personnels. 	<p>sur les données doit lancer un appel pour mettre à jour la liste de ses membres et chercher un nouveau coprésident provincial.</p> <p>c) Le Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données doit étudier les possibilités de collaboration avec d'autres intervenants.</p>
---	---

	<p>Guy Gordon répond qu'il n'y a pas de relation officielle avec les autres groupes de travail, que le groupe tient des réunions spéciales qui ne sont pas harmonisées intentionnellement ou stratégiquement, qu'il n'y a pas d'adhésion conjointe.</p> <p>Bien que le CPSSP ait appuyé le déplacement du groupe de travail de l'IAD sous la responsabilité des conseils mixtes, aucune décision officielle n'a été prise à la réunion.</p>	
5.	<p><u>Services aux populations autochtones</u> (ONGLETS 5A et 5B)</p> <p>Danielle White, de Services aux Autochtones Canada (SAC), Carmen Kardo et Jason Fontaine, du gouvernement du Manitoba, ont participé à une table ronde sur la transformation des services offerts aux populations autochtones.</p> <p>Danielle White mentionne qu'elle s'est jointe à Services aux Autochtones Canada en 2018, à titre de directrice générale, Analyse des politiques sectorielles, que le mandat est axé sur la promotion d'approches holistiques et communautaires de la prestation de services qui permettront le transfert des compétences et du contrôle aux collectivités autochtones. L'objectif est de donner un aperçu du mandat actuel, des défis liés aux services, des exemples d'amélioration des services ainsi que des objectifs à moyen et à long terme de SAC dans un contexte de prestation de services. Jason Fontaine fait une présentation sur l'Initiative pour des aliments sains dans le Nord.</p> <p>Danielle fait remarquer que, à l'avenir, SAC fera progresser les travaux visant à combler les écarts socioéconomiques et à améliorer la qualité des services offerts aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis, en partenariat avec eux, et d'une façon qui favorise l'autodétermination. Le ministère continuera également d'appuyer le développement conjoint d'institutions dirigées par des Autochtones qui renforceront les capacités, renforceront la gouvernance et feront progresser l'autodétermination grâce au transfert progressif et réussi des services aux peuples autochtones. Les gouvernements provinciaux et territoriaux peuvent profiter des ressources d'apprentissage partagées et participer aux améliorations et au transfert de la prestation de services que SAC envisage. Danielle déclare qu'elle souhaite travailler avec les membres du CPSSP sur des apprentissages partagés et collaborer sur les améliorations de la prestation de services que Services aux Autochtones Canada envisage.</p> <p>Natasha Clarke remercie Danielle, Carmen et Jason de leur participation à la réunion. Elle ajoute que ces améliorations des services ne se limitent pas à la facilité d'accès, mais qu'il s'agit de renforcer la confiance au sein des collectivités, de régler des problèmes complexes, de prendre des moyens novateurs et de les appliquer à des tâches complexes.</p> <p><u>Commentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Cosanna Preston-Idedia se renseigne sur les principaux facteurs qui ont permis au programme de progresser, comme l'Initiative saine dans le Nord élaborée par le Manitoba. <p>Jason Fontaine répond que le Manitoba a commencé à petite échelle en établissant de bonnes relations avec les collectivités et en ayant une certaine idée de la santé alimentaire; l'établissement de relations est un facteur clé. Une fois les résultats établis par les premières collectivités, il y avait une communication continue par le bouche-à-oreille et des histoires de réussite. Dans d'autres collectivités, on a mis ce modèle à l'essai et il a fonctionné.</p>	<p>Suivi n° 3</p> <p>Les responsables de SAC reviennent à la table avec des éléments concrets sur lesquels nous pouvons collaborer et des façons de créer des partenariats avec les collectivités pour faire progresser ce travail.</p>

- Cosanna Preston-Iledia mentionne que lorsque les conseils mixtes ont parlé de la stratégie numérique et des problèmes clés sur lesquels le travail peut être axé en collaboration, un fait clé du numérique est l'accès à distance et la façon de le rendre accessible. Cette table doit reconnaître qu'elle a un gros problème avec la proposition de valeur essentielle et la connectivité et que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont un rôle à jouer pour collaborer dans ce domaine.

Natasha Clarke ajoute qu'une occasion se présente d'avoir une conversation approfondie dans ce contexte.

Danielle White répond que, en ce qui concerne la connectivité à large bande, SAC étudie la question plus à fond. On a amorcé la discussion sur une stratégie numérique. Il faut examiner quels sont les investissements clés, la nécessité de bâtir pour l'avenir et mobiliser les bons partenaires à la table pour que cela se produise.

- Natasha Clarke mentionne qu'à l'occasion de l'activité d'apprentissage à Yellowknife, il y a eu une présentation sur un programme communautaire pilote de navigation. Ce programme d'orientation a permis d'embaucher des dirigeants au sein des collectivités, reconnaissant qu'il ne s'agissait pas seulement d'objets brillants numériques. On jumelait des gens avec des leaders de confiance des communautés qui pouvaient parler plusieurs langues, on aidait les gens à offrir de nombreux services, comme ouvrir des comptes bancaires, remplir des formulaires gouvernementaux, entre autres. On pourrait s'étendre sur la question. Il y a d'autres façons créatives d'établir des liens avec la collectivité.
- Sophia Howse fait remarquer que lorsque les gens parlent de changements des modes de prestation, le CPSSP a l'occasion d'utiliser différents modes, par exemple des vidéoconférences comme en Colombie-Britannique ou l'utilisation d'applications mobiles et de les offrir aux citoyens. Pour ce qui est des défis dont il a été question pendant la présentation, elle souligne qu'il y a un problème de capacité et d'épuisement des ressources à l'échelle locale et elle demande si cela se passait dans la collectivité ou dans la population lorsqu'on a commencé à lancer l'initiative? A-t-on un contact au sein de la communauté autochtone?

Jason Fontaine répond que ce travail s'est manifesté comme exercice complémentaire s'ajoutant au travail des gens qui travaillent sur le coin de leur bureau pour le réaliser. On voyait une occasion de travailler au sein de la collectivité et on s'en est occupé, mais cela signifiait que le personnel assumait des tâches supplémentaires en plus de son travail habituel et entraînait un épuisement professionnel. On a constaté un roulement élevé du personnel et des champions communautaires. Il y a un membre de la collectivité qui est là depuis près d'une décennie. On tente de suivre ses efforts et de voir ce qui fonctionne. Dans certaines circonstances, cela fonctionne bien dans certaines communautés, mais pas dans d'autres. Dans certaines communautés, le besoin technique n'est pas là ou le salaire ne répond pas aux critères ou à la charge de travail; plusieurs facteurs entrent en jeu.

- Dawn Curtis mentionne que la connectivité est un élément essentiel de la personne vérifiée et de l'ID numérique, mais qu'il y a des problèmes de connectivité dans les régions éloignées. L'objectif devrait être d'assurer la connectivité pour tous.

Natasha Clarke suggère que les responsables de SAC tirent les leçons de cette discussion et reviennent à la table avec des idées concrètes sur lesquelles nous pouvons collaborer et des façons de créer des partenariats avec les collectivités pour faire progresser ce travail.

6.	<p><u>Présenter les pratiques exemplaires</u></p> <p>A) <u>Application Vérifie.Moi de l'Agence du revenu du Canada (ARC)</u> (ONGLET 6A)</p> <p>Silvano Tocchi, directeur général de l'ARC, mentionne que l'Agence du revenu du Canada s'efforce constamment de moderniser et de rationaliser la prestation de ses services aux contribuables tout en veillant à ce que leurs renseignements soient protégés. Certains des processus opérationnels actuels peuvent causer de la frustration aux contribuables et coûter cher à l'Agence. Afin de simplifier ses processus transactionnels actuels, l'ARC a cerné un vecteur possible de services numériques de courtage entre l'utilisateur, l'ARC et les tiers intervenants.</p> <p>L'ARC a mené des recherches et des analyses pour faire progresser une validation de principe en utilisant la technologie de la chaîne de blocs pour améliorer la prestation de services aux Canadiens en validant l'identité des utilisateurs de nos portails en ligne sécurisés, en échangeant des renseignements avec des tiers, en permettant aux clients de consentir à partager leurs renseignements personnels avec des consommateurs de actifs numériques, en évaluant le service et l'écosystème pour déterminer sa capacité d'améliorer l'expérience des clients, en réalisant des économies opérationnelles et en étendant la portée de l'ARC aux nouveaux clients, tout en veillant à ce que les préoccupations en matière de protection des renseignements personnels, de sécurité et de droit soient prises en compte.</p> <p>L'ARC a mis à l'essai un nouveau service axé sur la chaîne de blocs qui permet aux utilisateurs de communiquer des attributs de données, y compris leur identité numérique, dans un environnement sécurisé en obtenant des renseignements vérifiables d'institutions financières, d'entreprises de télécommunications et d'autres institutions participantes (par exemple, gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada). L'ARC a exploré la possibilité de la solution Vérifie.Moi au moyen de trois cas d'utilisation opérationnelle.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Inscription à Mon dossier de l'ARC 2. Mise à jour des renseignements sur le dépôt direct à l'ARC 3. Fournir une preuve de revenus <p>Silvano Silvano indique que, selon les constatations, Vérifie.Moi semble offrir une capacité possiblement unique pour compléter les services numériques de l'ARC. Pour ce qui est des prochaines étapes, l'ARC cherche à l'élargir, à le perfectionner et à l'explorer.</p> <p>**</p> <p>B) <u>Mesure de l'incidence des changements apportés à la conception des services</u> (ONGLET 6B)</p> <p>Alanna MacDougall, directrice générale d'IRCC, a offert une présentation sur les introspections comportementales et l'expérimentation dans la Direction générale de l'expérience client et au-delà. Elle mentionne qu'il y a deux groupes à IRCC : connaissances des services et un groupe de scientifiques du comportement. Ils tirent parti de méthodes de recherche en sciences du comportement pour mieux comprendre les expériences et les comportements des clients. IRCC élabore une feuille de route du cheminement du client d'Entrée express afin de mieux comprendre l'expérience du client aux différentes étapes de son cheminement vers l'immigration. Concevoir des interventions qui peuvent aider à « pousser » les clients, les intervenants et IRCC vers de meilleurs résultats. Tester et mesurer l'incidence des</p>	<p><i>Aucun suivi découlant de la présentation de l'application Vérifie.Moi de l'ARC.</i></p> <p><u>Suivi n° 4</u> IRCC est invité à présenter un rapport d'étape lors d'une prochaine réunion sur son travail et ses résultats liés à la mesure de l'incidence des changements apportés à la conception des services.</p>
----	---	---

	<p>interventions de service à la clientèle à l'aide de méthodes d'expérimentation rigoureuses pour savoir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Renforcer la capacité d'expérimentation pour faire progresser le programme d'expérimentation au sein du ministère et dans l'ensemble du gouvernement du Canada.</p> <p>Natasha Clarke invite IRCC à présenter un rapport d'étape lors d'une prochaine réunion sur son travail et ses résultats liés à la mesure de l'incidence des changements apportés à la conception des services.</p>	
7.	<p><u>Questions administratives</u> (ONGLET 7)</p> <ul style="list-style-type: none"> <p><u>Confirmation de Mark Burns, Yukon, comme nouveau coprésident PT du CPSSP</u></p> <p>Catherine Bennett reconnaît le leadership, le soutien et les compétences exceptionnelles de Natasha Clarke en tant que coprésidente PT du CPSSP au cours des trois dernières années. Elle note que le leadership de Natasha a joué un rôle déterminant dans l'avancement du travail important du CPSSP et des conseils mixtes.</p> <p>Natasha Clarke remercie les membres des conseils de leur appui au cours des dernières années. Elle ajoute qu'elle a grandi dans cette collectivité, qu'il s'agit d'un effort collectif et qu'elle a vu le groupe évoluer au cours des dernières années. Elle est convaincue qu'avec Mark Burns comme nouveau coprésident PT, les conseils continueront d'aller dans la bonne direction et de faire preuve d'un leadership formidable de la part de tous les coprésidents.</p> <p>Catherine mentionne que Mark Burns, du Yukon, a accepté d'assumer le rôle de coprésident PT du CPSSP et demande si la table a des questions ou des préoccupations. Aucun commentaire ni aucune question ne sont formulés. Les membres sont en faveur de Mark Burns comme nouveau coprésident PT du CPSSP.</p> <p>Catherine souhaite la bienvenue à Mark Burns comme nouveau coprésident PT du CPSSP.</p> <p><i>Le rôle du coprésident PT est d'une durée de deux ans, de septembre 2019 à septembre 2021.</i></p> <p><u>Échange de renseignements entre les provinces</u> (ONGLET 7A à 7V)</p> <p>Catherine Bennet indique que l'échange de renseignements sur les secteurs de compétence est inclus dans le classeur et déposé à titre d'information seulement.</p> <p><u>Formulaire d'évaluation du CPSSP</u></p> <p>Natasha Clarke encourage les membres à remplir le formulaire d'évaluation de la réunion. Elle réitère que les coprésidents et le Secrétariat de l'ISAC examinent attentivement les résultats et les commentaires. Les commentaires des membres sont très précieux pour les prochaines réunions.</p> 	<p><u>Décision n° 4</u> Les membres du CPSSP approuvent Mark Burns comme nouveau coprésident PT. <i>Le mandat du coprésident PT est d'une durée de deux ans.</i></p> <p><u>Suivi n° 5</u> D'autres discussions doivent avoir lieu lors de la prochaine téléconférence du CPSSP concernant ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le transfert des groupes de travail du CPSSP aux conseils mixtes; b) le budget en tenant compte de grandes décisions prises au sujet de la stratégie relative aux données et des obstacles législatifs.

	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Prochaine réunion en personne du CPSSP : 27 février 2020 à Toronto en Ontario</u> La prochaine réunion en personne du CPSSP aura lieu le 27 février 2020 à Toronto en Ontario. • <u>Téléconférences de l'automne et de l'hiver du CPSSP</u> Le vendredi 15 novembre, 13 h HNE (heure normale de l'Est). Le vendredi 10 janvier, 13 h HNE. • <u>Récapitulation</u> Catherine Bennett déclare qu'il reste quelques points à discuter et à trancher par les membres : 1. Discussion en vue de prendre une décision sur la recommandation de transférer le Groupe de travail sur l'IAD du CPSSP et le Groupe de travail sur les SE aux conseils mixtes. Il faut discuter de ce que cela signifie pour l'avenir du CPSSP. Le Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) établira également un rapport sur ce point à la prochaine téléconférence des conseils mixtes. 2. Examen et discussion du budget du CPSSP à la suite des décisions de financement prises à la réunion pour faire progresser les travaux sur la stratégie des données et les obstacles législatifs, l'ID numérique, la stratégie numérique et les demandes de financement d'autres groupes de travail. Il faut veiller à ce que le Conseil dispose de fonds pour les principaux points prioritaires. Les coprésidentes du CPSSP, Natasha Clarke et Catherine Bennett, remercient tous les membres, observateurs et présentateurs de leur participation à la réunion. 	
	<i>La séance du CPSSP est levée à 12 h HAC (heure avancée du Centre).</i>	
	SÉANCE CONJOINTE : CONSEILS MIXTES (CDPISP ET CPSSP) ET CONSEIL STRATÉGIQUE DES DPI (DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION)	
8.	<u>Séances conjointes des conseils mixtes (CPSSP et CDPISP) et du Conseil stratégique du DPI</u> Mot de bienvenue et présentations Olivia Neal, coprésidente du CDPISP, présente des renseignements généraux sur le mandat et la composition du CDPISP et du CPSSP. Elle souligne que, bien que le gouvernement fédéral soit en mode préélectoral et que les membres fédéraux ne soient peut-être pas en mesure de participer ou de s'engager à une activité particulière, il y a de la place pour une discussion entre les membres des conseils mixtes et du Conseil stratégique des DPI sur la façon	<u>Suivi n° 6</u> On encourage une discussion plus poussée entre les conseils mixtes et le Conseil stratégique des DPI sur l'IO le partage de données. Les coprésidents des conseils mixtes

<p>dont nous pouvons collaborer dans les domaines de l'Internet des objets (IO) responsable et du partage des données responsable.</p> <p>Keith Jansa, directeur général du Conseil stratégique des DPI, mentionne que le Conseil stratégique des DPI est un forum national qui réunit les secteurs public et privé, lorsqu'il s'agit de traiter de questions numériques, en réunissant des DPI aux vues similaires et avant-gardistes afin de fournir une orientation mieux coordonnée et stratégique qui éclaire la conception des technologies, accélère la technologie et offre un meilleur service aux clients. Ce forum vise à transformer l'écosystème numérique, à créer et à concevoir des normes qui suivent le rythme de l'innovation à la suite de processus agiles, à fournir des analyses comparatives internationales vers une collaboration ouverte et transparente et à déployer des décisions responsables.</p> <p><u>Internet des objets responsable</u></p> <p>Conférenciers du groupe d'experts</p> <p>Keith Jansa, directeur exécutif, Conseil stratégique des DPI (modérateur). Mike Monteith, président-directeur général de ThoughtWire. Andy Best, directeur général, Open City Network. Shelley Fraser, directrice, Marketing, Communications et Engagement communautaire, Lixar. Lawrence Eta, DPI, Ville de Toronto. Kurtis McBride, président-directeur général, Miovision. Jean-Noé Landry, directeur général de Nord Ouvert.</p> <p>Questions importantes aux fins de discussion</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Quel est le plus grand défi de l'IO à l'heure actuelle? Comment le relever? 2. À quoi font face les DPI et les responsables de la prestation de services en ce qui concerne l'introduction de nouvelles technologies comme la 5G, les registres distribués, l'IdO et l'intelligence artificielle (IA)? 3. Quelles seront les incidences de ces technologies et comment seront-elles utilisées pour améliorer la prestation des services? Y a-t-il des exemples? <p>Discussion</p> <ul style="list-style-type: none"> • La valeur inhérente des données qui ont habituellement été piégées dans la boîte métallique a commencé à être normalisée et est maintenant disponible. Comment pouvons-nous la récolter et l'utiliser commercialement dans d'autres applications. Les municipalités devraient saisir une partie de cette valeur. L'information a de la valeur, la plupart des entreprises dans le monde sont des entreprises liées à l'information. Avant de la donner, elles devraient penser aux données. • Ce que les gens pourraient utiliser avec l'aide de l'IO est une conversation de plus haut niveau qui devrait avoir lieu. On perd des affaires lorsque les gens se concentrent uniquement sur la technologie. Il est très difficile de transférer des données dans différentes compétences. 	<p>donneront des conseils sur les prochaines étapes.</p>
---	--

<ul style="list-style-type: none"> • Les normes ouvertes aideront le consommateur d'IdO à déterminer quels en sont les avantages. Il faut établir des normes et les mettre à jour. Quels sont les avantages des normes et des protocoles? • Il doit y avoir une conversation à l'échelle nationale. Dans quelques années, des milliards d'appareils seront connectés. Il n'existe aucune industrie, municipalité ou province qui peut y arriver seule. Cela va toucher tout le monde. Il y a beaucoup de changements. Les pirates informatiques ne dorment jamais. Il faut être à la table pour parler d'innovation et de protection en ce qui a trait à la conformité, à la coordination et au consentement de tous. • Il y a beaucoup de chevauchements entre les ordres de gouvernement provincial et fédéral. Il faut faire confiance aux institutions démocratiques. Au niveau municipal, il y a plus de risques; cela se produit dans la politique publique et le vide réglementaire et il y a un énorme déséquilibre entre les joueurs. Les petites villes font face à d'énormes multinationales, elles luttent pour financer la modernisation et elles ont des budgets déséquilibrés. Elles ont une idée du déficit de l'infrastructure physique, mais elles n'ont pas les données sur le remplacement des actifs. Il faut protéger la valeur et l'utilisation des données publiques au moyen d'une solide politique publique. Nous allons insérer une couche non gouvernable dans l'exploitation de la ville. Nous devons construire et maintenir les aspects des villes intelligentes, d'un point de vue public et privé et avec les acteurs des organisations non gouvernementales, pour former une coalition et collaborer en vue de nous attaquer au problème. L'approche actuelle n'a aucun protocole systématique et comporte un fondement de politique publique. Le secteur public ne peut pas compter sur lui-même et le secteur privé non plus. C'est pourquoi nous encourageons la formation d'une coalition. • Nous devons élaborer un ensemble de valeurs pour l'ouverture des villes intelligentes ancrées dans une perspective de principes éthiques du point de vue de l'ouverture et de la responsabilisation et nous devons fournir un renforcement des capacités gratuit aux collectivités. Utiliser une approche de laboratoire de recherche appliquée pour régler les problèmes auxquels elles sont confrontées aujourd'hui. Comme elles effectuent le travail à partir de la recherche, il est difficile de comparer les différents modèles de gouvernance des données pour informer les principaux décideurs et éclairer les processus. Il y a un manque de réglementation. Au moment de concevoir la méthodologie, la composante de l'interopérabilité est liée aux différents ordres de gouvernement. Harmoniser les normes en termes de langue avec une compréhension approfondie des systèmes et des normes de soins pour nous permettre d'examiner ces éléments. Mettre l'accent sur les gains d'efficacité et sur ce que la technologie pourrait faire en matière de déploiement. Il y a des défis à relever pour différents types de personnes qui ont des façons différentes de comprendre les choses. Recommander la participation des politiciens à cette discussion et la façon d'informer les différents niveaux. • Dans le secteur privé, il y a des incitatifs financiers pour assurer la sécurité des données. Dans le secteur public, surtout dans les municipalités, on traite une énorme quantité de données. De plus, l'IO augmente la quantité de données, et les municipalités n'ont pas les incitatifs ni les ressources pour sécuriser ces données. À qui revient la responsabilité de veiller à ce que les municipalités obtiennent les données de façon appropriée au moyen de budgets modestes? • Si vous passez du temps à faire une évaluation de la protection des renseignements personnels, vous serez sensibilisé et informé au sujet de la protection des renseignements personnels. La Ville de Toronto a quatre grands principes directeurs. Le secteur privé doit aider les municipalités à recueillir des données. La Stratégie consiste à faire en sorte que les données ne soient pas dissociées, mais en un seul endroit afin de pouvoir les protéger. 	
---	--

Travailler sur une plateforme commune où il y a plus d'interrelations et de collaboration entre les secteurs public et privé. C'est une question de transformation et d'accélération rapide.

- Il y a un énorme manque de ressources et nous devons protéger ce qui nous appartient et essayer d'accomplir plus de tâches collectivement que nous ne pourrions le faire individuellement. Le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires ainsi que les municipalités ont l'occasion de prendre l'initiative et de transformer la stratégie en normes et de collaborer. Les normes aident à fournir une orientation stratégique et nous verrons des changements dans le monde des consommateurs. L'approvisionnement et les normes vont de pair.
- Les responsables de l'approvisionnement ne sont pas des architectes et ne sont pas axés sur les solutions; ils se concentrent sur le processus et ne prennent pas de décision sur la solution. Nous avons une capacité numérique et nous en avons besoin à grande échelle. Encourager le soutien fédéral, provincial, territorial et municipal. Indiquez au secteur privé le problème que vous essayez de régler et il trouvera une solution.

Questions

- Guy Gordon demande au groupe d'experts de donner des précisions sur les normes, sur ce qui se passe dans le domaine de l'IO et sur ce qui s'en vient. Nous aspirons tous à des normes nationales.

Keith Jansa répond que les spécifications normalisées sont un ensemble de règles pour les produits qui doivent être respectées. Le processus est essentiel et la façon dont les normes sont respectées est importante. La mise en garde, c'est qu'ils ont créé un processus de consensus souple dans la conception des normes. Le Conseil stratégique des DPI a été accrédité par le Conseil canadien des normes et il peut élaborer des normes pour le pays. On a une norme crédible et réalisable à intégrer dans les règlements. Le cycle de la réglementation est long et nous devons l'adapter au rythme de l'innovation. Il y a une lacune fondamentale dans la façon dont nous informons ce processus. Il faut avoir ce genre de dialogue pour influencer le marché. Il faut que les membres des secteurs public et privé aient les connaissances collectives nécessaires pour résoudre tous ces problèmes. Il est difficile d'atteindre un seuil d'acceptabilité pour les utilisateurs et les adopteurs. Dans certains cas, le consensus est une bonne chose, mais pas toujours; les moteurs de l'adoption sont essentiels et ils exigent une réflexion et une compréhension de l'écosystème. Qui va maintenir les normes? Il s'agit d'un problème crucial que nous nous efforçons de résoudre.

- Deb Bergey parle de a) concept de mesure – mesure des normes et norme pour influencer le marché. La Ville de Toronto a des normes rigoureuses en matière d'approvisionnement dans sa municipalité. b) les municipalités sont aux prises avec le fait qu'elles ont peu d'influence dans ce marché; souvent, dans le cadre d'une collaboration avec des fournisseurs, il existe des exigences obligatoires en matière de protection de la vie privée, mais pour le secteur privé, ce n'est pas un grand marché. Nous ne sommes pas « assez importants ». c) a aimé l'idée d'utiliser des normes pour exercer une influence.
- Natasha Clarke mentionne ce qui suit aux fins de réflexion : la notion de normes et cette collectivité. Quelles possibilités s'offrent aux conseils mixtes d'acquérir une compréhension commune de ce que sont les valeurs communes? La valeur pour le secteur public est le bien public et la confiance. Quelles sont les possibilités pour nous de collaborer pour arriver à la même compréhension? Comment éliminer les normes qui favorisent la

	<p>croissance de l'économie tout en protégeant la confiance des citoyens et en faisant progresser le travail? Les citoyens n'ont aucune idée des risques. Ils échangent de l'information parce qu'ils ne comprennent pas ce qui pourrait mal tourner. On convient de créer un espace de collaboration. Le gouvernement peut être perçu comme étant tardif, lent et bureaucratique, mais nous sommes là en temps de crise pour le bien public. Nous devons créer un espace de collaboration et de partage de la compréhension en ce qui a trait à la réalisation du produit.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Peter Watkins demande comment le Conseil stratégique des DPI envisage d'aborder cette question, compte tenu du niveau de complexité actuel, du rythme auquel nous tentons d'intervenir et de commencer à itérer les normes, plus lentement que le rythme de la technologie. De la façon dont elle progresse, comment avez-vous l'intention de réduire l'écart? Comment pensez-vous que cela pourrait se faire? <p>Keith Jansa répond que les normes jouent un grand rôle, mais que nous ne pouvons pas rédiger des normes pour tout. Il ajoute que l'élaboration de normes de processus est fondée sur le consensus. De nombreuses normes prennent du temps. On a élaboré un ensemble de normes agiles, plus inclusives et plus transparentes. Le type de modèle en place permet une participation efficace. C'est pourquoi leur norme nationale sur l'utilisation éthique de l'IA a été élaborée rapidement et est maintenant publique. Il s'agit d'un modèle agile, établi de façon stratégique et prioritaire, qui favorise la compétitivité mondiale et qui met l'accent sur le bien public à l'échelle nationale et internationale. Il ajoute que la conversation avec le secteur public devrait se poursuivre. Tout est interconnecté et c'est un problème mondial. Nous voulons être des leaders dans cet espace et la confiance et la transparence sont au centre.</p> <p>On encourage une discussion plus poussée entre les conseils mixtes et le Conseil stratégique des DPI sur l'IO responsable. Les coprésidents des conseils mixtes donneront des conseils sur les prochaines étapes.</p>	
	<p><u>Partage des données responsable</u></p> <p>Conférenciers du groupe d'experts</p> <p>Keith Jansa, directeur exécutif, Conseil stratégique des DPI (modérateur). Nandini Jolly, présidente-directrice générale, CryptoMill. Mark Alexiuk, fondateur et directeur des techniques informatiques, Sightline Innovation. Andre Loranger, statisticien en chef adjoint, Statistique Canada. Paul Vallée, président-directeur général, Tehama. Neil Butters, Identité numérique, innovations et nouvelles entreprises, Interac Corporation. Wellington Holbrook, dirigeant principal de la transformation, ATB Financial. Mike Cook, président-directeur général, Identos.</p> <p>Questions importantes aux fins de discussion</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pourquoi le partage de données est-il un impératif économique et une stratégie pour le Canada? Quelles seront les incidences sur la prestation des services et pourquoi? Y a-t-il des exemples? 2. Quels sont les facteurs critiques qui doivent être pris en compte? 3. Quelle est la meilleure façon pour nous de faire progresser le partage des données responsable? <p>Discussion</p>	

<ul style="list-style-type: none"> • Du point de vue d'un organisme national de la statistique, notre objectif est de transformer l'organisme afin de libérer le pouvoir des données et de le mettre entre les mains des citoyens et de fournir aux Canadiens des idées sur la façon de libérer la valeur stratégique des données. Notre entreprise est fondée sur la fiabilité. Nous prenons ces données et, conformément à la loi, nous respectons et protégeons la vie privée des propriétaires de ces données. Le partage efficace des données répond aux normes en matière de données. Nous avons besoin de partenariats solides et de reddition de comptes et tout cela doit être régi par de solides ententes sur le partage des données. C'est une question de sécurité de l'information et de protection des données. Les cadres juridiques sont très importants. • La fiabilité nous distingue des autres et nous ne pouvons pas fonctionner sans fiabilité. Nous avons besoin des modèles sans fiabilité lorsqu'il s'agit de protéger les données. Il faut assurer une disponibilité et veiller à ce que ce soit le cas du point de vue de la sécurité de la TI. Il s'agit d'une disponibilité à toute donnée de nature délicate selon votre rôle, assurant un accès immédiat. Protéger les données et les rendre accessibles, être dynamique en ce qui concerne les données de nature délicate. • Les DPI doivent déterminer que les intervenants fonctionnent selon une relation de confiance lorsqu'ils recueillent des actifs, qu'ils se tournent vers des évaluations de politiques. Une façon d'aider est d'automatiser le processus, d'automatiser la négociation, d'utiliser la chaîne de blocs, de l'exécuter et de la déployer. • Il y a un chevauchement entre l'identité et c'est ce qui manque dans les outils de gestion de l'identité aujourd'hui. Collaborer avec le gouvernement de l'Alberta pour créer une pièce d'identité simple. Commencer à apprendre grâce à un petit projet-pilote avec ce qu'ils peuvent partager. Les intervenants étaient désireux de participer, ce qui permettait aux gens de contrôler leurs données. Les données sont chiffrées et vous pouvez les partager avec qui vous voulez, quand vous voulez. • Nous prenons l'utilisation des données très au sérieux. L'identification numérique sera le catalyseur de telles mesures. Elle sera sous-jacente et superposera d'autres capacités. Vous mettrez les citoyens en contrôle de toutes les données, pas seulement de leur situation financière. • Partage des données dans le contexte des soins de santé : on constate des défis, car les données sur les soins de santé sont stockées à de nombreux endroits, et les soins de santé sont distribués localement. Il y a des points communs : l'amélioration des soins de santé, un modèle mature de garde. Cela dépend beaucoup de l'identité numérique. Les soins de santé sont sensibles; vous devez avoir une bonne gouvernance et vous y conformer. Au cours du futur cycle d'investissement, il faut élaborer de nouvelles technologies partout dans le monde dans le cadre du processus de recherche. Il existe beaucoup de points communs avec d'autres industries. Nous devons parler de cadres de fiabilité. Nous devons parler d'autorisation et de consentement. <p>Questions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cosanna Preston-Idedia indique qu'elle travaille au dossier de l'identité numérique. Elle demande si la demande que le Conseil stratégique des DPI a reçue pour la création d'une norme sur l'identification numérique était dans le Cadre de fiabilité pancanadien (CPC). 	
---	--

	<p>Keith Jansa répond que la demande reçue concerne la façon dont nous gouvernons l'identité numérique à l'interne. Le CPC porte sur les rôles et les responsabilités et sur la façon de créer un écosystème de confiance. Ces travaux complètent et enrichissent le CPC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cosanna Preston-Idedia pose une question au sujet de My Alberta Digital ID. Quelle est la relation entre Service Alberta et le Conseil stratégique des DPI? <p>Wellington Holbrook répond que la personne crée sa propre identité numérique, grâce à l'écosystème. Elle a accès à My Alberta ID en fonction de la technologie de la chaîne de blocs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Neil Butters déclare qu'il est membre du DIACC (Digital ID and Authentication Council of Canada). Le CPC est un cadre où se trouvent les critères de conformité. Nous devons aller plus loin, définir les justificatifs d'identité, leurs utilisations, les données fondées sur la lettre d'entente, les renseignements dont les justificatifs d'identité sont capables d'être partagés et les renseignements qui pourraient être partagés, ainsi que la façon dont cela pourrait être partagé. Si nous n'agissons pas, les parties en profiteront et les données seront partagées sans consentement. • Il existe une multitude de normes, mais pour la protection des données, il n'y en a pas. Nous devons toujours avoir une longueur d'avance. Il est pertinent d'utiliser les efforts, d'entendre ce qui se dit et d'écouter. Un écosystème des secteurs public et privé permettra de tenir les discussions stratégiques nécessaires pour progresser. Il est impossible de fonctionner si l'on ne partage pas les données à l'échelle nationale et internationale. La collectivité se fait entendre alors que nous élaborons des technologies de pointe, que nous élaborons des lignes directrices et que nous regroupons nos connaissances communes. • État de notre capacité de partager des données entre nous. La technologie, c'est le gagnant qui prend tout. Google et Facebook ont tous nos profils. Comment pouvons-nous créer un partenariat pour avoir le contrôle et l'accès à nos données Google et Facebook et les alimenter dans les applications, utilitaires pour créer cette occasion entrepreneuriale pour les Canadiens? Nos données nous sont-elles personnelles? Possédons-nous les données de Facebook ou de Google? • Natasha Clarke déclare que les membres des conseils sont passionnés par le partage des données. Lorsqu'elle retournera chez elle, elle aura probablement une conversation sur les ententes de partage de données entre les ministères. Il y a aussi un impératif économique et politique. Nous avons besoin d'aide pour bâtir cet impératif politique et pour avoir les bonnes conversations avec les bonnes personnes. L'identité numérique, c'est notre capacité de stimuler une meilleure économie, d'investir dans les personnes et de les identifier nous aidera et entraînera une énorme récompense. Comment pouvons-nous nous attaquer à cela? Comment pouvons-nous commencer à changer la conversation à ce sujet? • On suggère d'inclure des normes rigoureuses en matière de données sur les soins de santé dans la conversation. • Keith Jansa indique que le Conseil stratégique des DPI élabore actuellement deux normes nationales, l'une sur l'accès des tiers aux données et l'autre sur la production numérique des actifs numériques, en s'aventurant dans l'espace de gouvernance des données. 	
--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Nous apprenons, par exemple, que les gens contrôlent leurs données, qu'il n'y a pas de normes établies, que les provinces ont des normes, mais qu'il faut des normes claires et des objectifs clairs, qu'il y a beaucoup d'occasions perdues parce que nous n'avons pas de normes rigoureuses. • Natasha Clarke remercie les conférenciers et le Conseil stratégique des DPI pour cette excellente occasion de discuter du partage des données responsable et de la possibilité pour les secteurs public et privé de participer à cette discussion. Nous avons l'occasion d'approfondir la conversation et d'apprendre les uns des autres dans cet espace. Il s'agit d'un espace complexe qui exige des points de vue différents pour aborder les questions complexes. Nous sommes encouragés par la discussion et par l'apprentissage du point de vue du secteur privé afin de progresser et améliorer les services aux citoyens partout au pays. <p>On encourage une discussion plus poussée entre les conseils mixtes et le Conseil stratégique des DPI sur le partage de données responsable. Les coprésidents des conseils mixtes donneront des conseils sur les prochaines étapes.</p>	
	La séance est levée à 16 h HAC.	